



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU

RECEPISSE DE DECLARATION

CONCERNANT LA REALISATION DE PRELEVEMENTS

ISSUS D'UN FORAGE

sur le territoire de la commune de QUEANT

EARL GOUBET-SAMIN et la SARL LES BOULEAUX

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU le code de l'environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II, Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), approuvé le 23/11/2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Denis DELCOUR, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 29/11/2010 présentée par l'EARL GOUBET-SAMIN, enregistrée sous le n°62-2010-00376 et relative à la réalisation d'un sondage de recherche d'eau pour la création d'un forage sur la commune de QUEANT ;

VU la déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçue le 08/03/2012 présentée par l'EARL GOUBET-SAMIN, enregistrée sous le n°62-2012-00048 et relative à un prélèvement d'eaux souterraines par forage sur la commune de QUEANT ;

VU le courrier de monsieur Diddier GOUBET daté du 13/02/18 demandant le changement de nom du récépissé de prélèvement ;

annule le récépissé de création enregistrée sous le n° 62-2010-00376 concernant et relative à la réalisation d'un sondage de recherche d'eau pour la création d'un forage sur la commune de QUEANT délivré à l'EARL GOUBET-SAMIN le 20 décembre 2010,

annule le récépissé de de prélèvement enregistrée sous le n° 62-2012-00048 concernant un prélèvement d'eau souterraines par forage à QUEANT délivré à l'EARL GOUBET-SAMIN le 07 août 2012,

et donne récépissé à : l'EARL GOUBET-SAMIN siégeant 5 rue de la Mairie à QUEANT (62860) et à la SARL LES BOULEAUX siégeant 5 rue de la Mairie à QUEANT (62860) de sa déclaration concernant réalisation d'un sondage de recherche d'eau pour la création d'un forage et un prélèvement de 140 000 m³/an, au moyen d'un forage ayant pour coordonnées Lambert X : 646341, Y : 2576677 et Z : 80, implanté sur la commune de Quéant, en la parcelle cadastrée ZA 0060.

L'ouvrage constitutif à ces aménagements rentre dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'environnement sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	11/09/2003
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé de 140 000 m3/an étant supérieur à 10 000 m3/an mais inférieur à 200 000 m3/an relève du régime déclaratif (D)	Déclaration	11/09/200

Les déclarants peuvent débiter leur opération dès réception du présent récépissé et devront respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copie de la déclaration et du présent récépissé sont adressées à la mairie de la commune de QUEANT ainsi qu'à la CLE du SAGE DE LA SENSEE où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions en mairie de QUEANT ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L.172-2 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration, à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARRAS, le **6 JUIN 2018**

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer
et par subdélégation
Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY

PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS

*Direction Départementale des
Territoires et de la Mer*

**EARL GOUBET-SAMIN
et
SARL LES BOULEAUX**

QUEAN

Plan de situation



